

Table des matières

ÉDITORIAL	3
 L'EUROPE & NOUS	
Billet d'humeur « les Anglais et l'U.E. »	4
2013, année du citoyen	7
 NOUVELLES DE L'AEDE & DE SES PARTENAIRES	
Bilan du projet Stressless	10
Projet d'Inforef - School Safety Net	11
 EXCURSIONS & VOYAGES	
Compte-rendu de la visite à Bruxelles	13
Proposition Europalia-Inde	14
 ON A LU, VU & DÉCOUVERT POUR VOUS	
Philippe Meirieu, « Le courage d'éduquer »	15
Rudolf Rezsöházy, « L'émergence des valeurs »	16
Diego Marani, « L'inventeur d'une langue internationale »	18
Journal des Jeunes : dossier sur l'Europe	20

COMMUNIQUEZ-NOUS

Votre adresse e-mail

(yves.tinel@aede-el.be)

Vous serez plus vite informés
sur nos activités, sur nos voyages, sur notre B.I., ...

Ce B.I. est disponible sur notre site :

<http://www.aede-el.be/BI/BI.htm>



Si vous souhaitez ne plus recevoir la version papier de notre B.I, prévenez-nous en nous envoyant un e-mail à l'adresse suivante : yves.tinel@aede-el.be.

Vous recevrez un message vous informant de sa parution.

Si vous appréciez nos initiatives, soutenez-nous en remplissant le virement ci-joint.

Éditorial

Né le 20 octobre 1917 à Berlin, **Stéphane Hessel** est mort dans la nuit du mardi 26 au mercredi 27 février dernier, âgé de 95 ans.



Nous n'allons pas retracer ici sa vie, les médias en ont suffisamment parlé. Rappelons qu'il était fils d'immigrés juifs allemands, arrivé en France à 7 ans ; il fut déporté à Buchenwald comme résistant. Ambassadeur de France, il a mené une grande carrière de diplomate. Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, il était resté très actif après sa retraite en 1983, notamment médiateur pour les sans-papiers en 1996-1997. Il avait assisté l'un des rédacteurs de la Déclaration universelle des Droits de l'homme.

Plaidoyer pour une indignation citoyenne et pour un engagement citoyen

Son ouvrage « *Indignez-vous !* » a été vendu à plus de 4 millions d'exemplaires dans près de 100 pays depuis sa sortie en octobre 2010. Il encourage les générations montantes à conserver un pouvoir d'indignation. « *La pire des attitudes est l'indifférence* » écrit-il. Il y dénonce notre système économique fondé sur le profit individuel et propose un partage des richesses plus équitable. Il consacre également une grande partie du livre au conflit israélo-palestinien, prône l'insurrection pacifique et l'espérance.

L'intérêt suscité par cet ouvrage et son retentissement amènent Stéphane Hessel à approfondir son propos dans deux publications complémentaires : « [Engagez-vous !](#) » et « [Le Chemin de l'espérance](#) ». D'un sentiment d'injustice qui pourrait n'être qu'un simple aveu d'impuissance, il a fait un outil de mobilisation, d'échanges, menant à l'action.

S'indigner dans son fauteuil, bien assis devant la télé, c'est facile ! Mais qu'est-ce que cela apporte ?

Dans notre bulletin de décembre 2011, nous avons fait une large place aux indignations et aux révoltes à travers l'histoire et à travers le monde, pays arabes, Espagne, Grèce, États-Unis, « Parce que (écrivait Thérèse Jamin dans l'éditorial) l'appel de ce si jeune vieux monsieur (94 balais !) a eu un retentissement incroyable, parce que ici et là des milliers de jeunes s'y sont reconnus, parce que les révoltes du monde arabe ont des échos dans nos classes, parce que l'enseignement doit donner aux élèves des outils pour décoder et analyser la réalité dans sa complexité, parce qu'enfin le très célèbre Time vient de choisir comme personnalité de l'année 'The Protester' donnant à 2011 un visage à la fois anonyme et mille fois incarné ».

2013 Année européenne des citoyens : plaidoyer pour un engagement européen

Ce sont aussi ses convictions d'européen convaincu que nous nous plaignons à rappeler ici. Indignés d'Europe, soyez des citoyens ! « Engagez-vous ! »

C'est aussi l'engagement de l'AEDE en faveur d'une Europe démocratique, à l'écoute des citoyens, à l'écoute des démunis, des discriminés, respectueuse de l'environnement. C'est aussi l'appel de l'AEDE à rester solidaires de tous ceux qui s'indignent et qui s'engagent, au moment où les égoïsmes nationaux et régionaux se font plus forts.

Quel engagement ? Nul besoin de courir les manifestations si ce n'est pas votre tasse de thé ! Nos femmes et hommes politiques sont sensibles au courrier qu'ils reçoivent de leurs électeurs et de leurs électrices, surtout à l'approche des échéances. Pourquoi donc ne pas écrire (ils ont tous un site, une adresse courriel, une adresse postale), aux élus, aux présidents de partis, aux ministres, et leur manifester votre indignation, votre engagement pour une Europe solidaire, et leur exprimer l'Europe que vous voulez ?

Témoignez de votre citoyenneté européenne !

Benoît Guillaume

L'Europe & Nous

Billet d'humeur « les Anglais et l'U.E. »

Dehors ? Dedans ?

Mr David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, a promis d'organiser d'ici à la fin 2017 un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans une Union européenne réformée.

Mr Cameron, en promettant l'organisation de ce référendum, semble jouer une carte électoraliste (en vue des élections de 2015), donner des gages aux eurosceptiques de son parti, flatter les sentiments insulaires de ses électeurs, tout en leur assurant qu'il va renégocier les conditions d'adhésion du R.-U. à l'Union. *"Une fois les nouvelles relations (entre le Royaume-Uni et l'UE) renégociées, nous consulterons les Britanniques par référendum en leur proposant un choix très simple, pour ou contre le maintien dans l'UE, sur la base du nouvel arrangement"*, a préconisé le chef du gouvernement. *"Le référendum se tiendra sur la question dedans/dehors"*. Mr. Cameron entend rapatrier d'ici là des prérogatives de Bruxelles à Londres, notamment dans le domaine des *"affaires sociales et criminelles"*. Il a aussi envisagé de nouvelles exemptions s'ajoutant à celles obtenues dans le passé par Londres, qui a notamment refusé d'adopter la monnaie unique. Naguère pourtant, le Premier ministre a clairement mis en avant les avantages économiques du marché commun, en dépit de la crise dans la zone euro, et a critiqué les dérives politiques en matière de supranationalité.

Déjà, en son temps, Mme Margaret Thatcher, Premier Ministre de Sa Majesté, avait exigé et obtenu une ristourne de sa cotisation à l'Union. On se souvient de son fameux « I want my money back » !

Qu'en pensent-ils ?

Récemment, des personnalités de l'Union, et non des moindres, comme M. **Herman Van**

Rompuy, président du Conseil européen, ont mis les hommes politiques britanniques et leurs électeurs en garde, invoquant des conséquences catastrophiques pour leur pays au cas où le référendum serait en faveur de la sortie de l'Union. *"Partir est une décision prise volontairement, librement et elle est parfaitement légitime, mais elle a un prix"*, a déclaré M. Van Rompuy à Londres, au cours d'une conférence européenne sur les moyens de relancer la zone euro et sur la place du Royaume-Uni dans l'Europe. *"Si chaque État-membre avait la possibilité de trier dans les politiques actuelles pour prendre celles qu'il préfère et rejeter celles qu'il aime le moins, l'Union en général et le marché unique en particulier se déliteraient rapidement"*.

Si l'on considère l'hypothèse que le Royaume-Uni sort de l'Union, *"l'Europe y perdrait sûrement"* estime **Pierre Defraigne**, directeur de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe : *"On ne voit pas un grand pays comme la Grande-Bretagne quitter sans qu'il en coûte quelque chose aux autres. La formule actuelle de l'Europe à deux vitesses permet en réalité de contourner l'obstacle britannique. Ce qui bouge en Europe aujourd'hui, c'est l'Eurogroupe, qui a vocation à se renforcer et à devenir un noyau de quelque chose de plus politique ; si la Grande-Bretagne, avec ceux qui ne sont pas encore prêts, veut rester à l'écart, pourquoi pas?"*.

Pour Pierre Defraigne, jusqu'à aujourd'hui la Grande-Bretagne a été un poids pour l'Europe: *"On ne peut pas citer un exemple d'initiative britannique qui ait servi à faire avancer l'Europe, même dans le domaine de la défense, où la Grande-Bretagne est très forte"*. En cas de référendum, le monde financier doit craindre que la City (première place financière du monde) soit déconnectée de l'Eurogroupe et perde de son influence au profit de Paris ou de Francfort.

Emboitant le pas à Herman Van Rompuy, l'ancien président de la Commission

européenne, Jacques Delors, a suggéré au Royaume-Uni de quitter l'Union européenne: "Les Britanniques s'intéressent seulement à leurs intérêts économiques, à rien de plus. On pourrait leur proposer une autre forme de partenariat", estime l'ancien président de la Commission dans un entretien au quotidien allemand « Handelsblatt ». Jacques Delors suggère, en remplacement, des partenariats avec le Royaume-Uni: "une forme comme celle de l'Espace économique européen".¹

Humeur

Tout cela m'amène à exprimer une irritation, et je crois bien que je ne suis pas le seul à la ressentir, à l'encontre de l'attitude du R.-U. En effet, le fédéraliste convaincu que je suis, au sein de l'AEDE dont les statuts énoncent clairement qu'un de ses objectifs est la création d'une Europe à caractère fédéral, constate que depuis le début de son adhésion à l'Europe en 1973 le R.-U. freine des quatre fers tout mouvement vers le fédéralisme, vers une Europe politique forte, et que le seul objectif de la City de Londres est de bénéficier des avantages que crée le marché unique. Le Président français Charles de Gaulle avait même dit, en mettant son veto à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun en 1963 et 1967, que l'Angleterre serait une sorte de « cheval de Troie » des États-Unis d'Amérique au sein de l'Union, pour empêcher la création

¹ Rappelons ce que nous disions dans un numéro précédent : À la télévision publique allemande, Angela Merkel a lancé un appel : « Nous avons besoin de plus d'Europe... et nous avons besoin avant tout d'une union politique. Nous devons, pas à pas, abandonner des compétences à l'Europe ». Dans la « Libre Belgique » du 8 juin dernier, Jacques Lippert, directeur adjoint de l'Institut Européen des Relations Internationales (IERI), commentait ainsi les propos de la chancelière allemande : « Maintenant l'euro, la monnaie commune, exige un pas supplémentaire vers l'intégration politique. Une zone monétaire ne peut tenir que si elle va vers une union politique plus prononcée... ». Madame Merkel a même ajouté qu'il n'était pas question d'attendre et de faire du surplace à cause d'États membres qui refusent une plus grande intégration, comme le Royaume-Uni et le Danemark. Une Europe à deux vitesses ? Mais elle existe déjà : la zone euro, l'espace Schengen en sont deux exemples, deux preuves que c'est possible.

d'un bloc européen politiquement puissant et donc rival des É.-U.

Ma première réaction est donc : « qu'ils s'en aillent ! Bon débarras ! Et que les autres États de l'Union qui partagent les mêmes vues que cette perfide Albion fassent de même ! C'est trop facile d'exiger et d'obtenir et de ne rien concéder ! »

Mais est-ce bien raisonnable ?

Vont-ils sortir ?

Environ 40% des Britanniques veulent quitter l'Union européenne, ressort-il d'un sondage au lendemain de la promesse du Premier ministre britannique David Cameron, s'il devait être réélu, de tenir un référendum en 2017 sur le futur de l'adhésion du pays à l'Europe. Le sondage a été effectué auprès de 2000 personnes. Il confirme la tendance des Britanniques d'opter pour une sortie des institutions européennes. Si 40% désirent sortir de l'UE, 37% entendent, par contre, y rester. Extrapolant le vote des 23% d'indécis, le sondage estime que 53% des Britanniques sont favorables à une sortie de l'UE, contre 47% qui veulent rester au sein de l'Union.

Mais qu'advierait-il si la Grande-Bretagne le faisait réellement ? Je ne peux ici que résumer dans les grandes lignes quelques arguments en faveur du maintien et certains risques en cas de sortie : les liens économiques et financiers avec l'Europe sont forts ; au niveau intérieur, il y a un risque de dissensions renforcées avec les Écossais qui non seulement souhaitent plus d'indépendance par rapport au Royaume-Uni, mais désirent en plus rester dans l'Union Européenne ; la crédibilité internationale de l'Europe serait brisée, de même que la santé de la monnaie unique ; les investisseurs étrangers se détourneraient de la City et iraient en Asie, mais pas à Francfort ; les Anglais y perdraient aussi les avantages d'être présents à Bruxelles pour influencer les politiques de sécurité internationale, mais aussi celles de lutte contre le réchauffement climatique, où ils sont très en pointe ; il faut savoir qu'une cinquantaine d'accords commerciaux de libre échange ont été conclus avec divers pays du monde par l'Europe au nom de ses membres, si les Anglais quittaient l'UE, ils devraient renégocier ces accords un à un pour la Grande-Bretagne... et de plus ils ne feraient plus partie du marché unique.

L'Europe n'y gagnerait qu'une chose : faire avancer un peu les politiques que les Anglais bloquent...

Et pourtant ils ont insisté pour entrer...

À ses débuts, la "Communauté Économique du Charbon et de l'Acier" (CECA) a été créée sans la Grande-Bretagne. Elle ne comptait que 6 pays : la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et le Benelux. Fondée en 1951, la CECA est l'ancêtre de la CEE (Communauté Économique Européenne, fondée en 1957) puis de l'Union Européenne actuelle sortie du traité de Maastricht en 1992.

Quand la CECA a évolué vers la CEE, suite à la signature du Traité de Rome le 25 mars 1957, elle a ouvert un "marché commun". Et son succès économique durant les années 60 a attiré de nouveaux membres potentiels, dont la Grande-Bretagne. Mais son entrée a tardé à se concrétiser, le général de Gaulle opposa son veto à l'entrée des Anglais dans l'Europe. Ils se feront ainsi débouter deux fois : en 1963 et en 1967. Ce n'est finalement qu'à leur troisième demande - après le départ du général de Gaulle - que la Grande-Bretagne et l'Irlande seront admises parmi les pays membres de la Communauté européenne, en 1973.

Un argument pour peser sur une future négociation

David Cameron juge qu'il y a trois défis pour l'UE : la crise de la zone euro, le manque de compétitivité face à la concurrence de pays émergents et le fossé entre l'Union européenne et ses citoyens. Et il en conclut : *"Si nous ne nous attaquons pas à ces défis, le danger est que l'Europe échoue et que les Britanniques dérivent vers la sortie"*. Puis il ajoute, soufflant le chaud et le froid : *"Je ne veux pas que cela se produise. Je veux que l'Union européenne soit un succès et je veux une relation entre la Grande-Bretagne et l'UE qui nous maintienne dedans"*.

Il souhaite donc renégocier les relations entre le Royaume-Uni et l'UE puis consulter les Britanniques en 2017 par référendum en leur proposant un choix très simple : pour ou contre le maintien dans l'UE, sur la base du nouvel arrangement. Du moins s'il est réélu en 2015.

Mais pourquoi persister dans ce projet dont on voit toutes les impossibilités ? *"Cameron n'a pas*

le choix", explique Vivien Pertusot, du bureau bruxellois de l'[Institut français des relations internationales](#). *"S'il n'annonçait pas un tel référendum, il perdrait les élections à la présidence de son parti et par rebond il ne serait plus réélu Premier ministre. Il fait cela pour calmer les eurosceptiques de son parti et forcer l'Union à accepter la réforme que les Anglais souhaitent. D'ailleurs je ne serais pas étonné que tous les partis anglais viennent avec la même proposition de referendum."*

Il ne faut donc pas s'étonner si régulièrement les Britanniques agitent la menace d'un départ et d'un référendum sur ce sujet.

Et s'ils restaient ?

Quelle renégociation de leur adhésion peuvent-ils obtenir ? Là probablement est la clef du problème. Nous devons donc attendre...

Quelle qu'elle soit, les États membres de l'Union européenne qui désirent construire une Europe fédérale devront idéalement se regrouper en un cercle restreint, d'où seraient absents les États eurosceptiques, et se mettre en route vers une Europe supranationale. Mais quels sont les États prêts à faire ce pas énorme ? Quels États sont prêts à abandonner une partie de leurs prérogatives nationales actuelles en vue de « plus d'Europe » ? Est-on sûr que la France irait dans cette direction ? Le refus de l'Angleterre de faire ce pas n'est-il pas un bon paravent, derrière lequel se cachent des nostalgiques de l'Europe des nations chère à Charles de Gaulle ?

S'ils restaient ? Ce serait dans une autre Europe que celle que désirent beaucoup d'Européens convaincus, dont je suis.

Appel à nos lectrices, à nos lecteurs

Si cet article vous a interpellées - interpellés, pouvez-vous nous transmettre vos avis ? Êtes-vous pour ou contre le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union européenne ? Si oui, à quelles conditions ? Et plus généralement - car le R.U. créerait un précédent - pensez-vous qu'il est pertinent de multiplier les catégories d'adhérents pour satisfaire chacun ?

Adressez vos réponses à Thérèse JAMIN, secrétaire de l'AEDE-EL, par courriel

therese.jamin@teledisnet.be, ou par courrier postal rue de Seraing, 7, 4020 Liège.

Nous vous remercions pour votre participation. Je tiens à préciser que cet article

n'engage en rien l'AEDE-EL sur cette question.

✍ Benoît Guillaume

2013, année du citoyen

L'Année européenne des citoyens 2013 est consacrée aux droits qui résultent de la citoyenneté de l'Union.

La Commission organise à cette occasion tout au long de l'année des activités susceptibles d'encourager le dialogue, à tous les niveaux, entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises, lors d'événements et de conférences organisés partout en Europe afin de débattre de ces droits et de déterminer comment l'Union européenne devrait être à l'horizon 2020.

Par exemple, un concours d'affiches offre aux jeunes la possibilité d'exprimer leurs réponses à la question «Comment le right2move a façonné vos sentiments en tant que citoyen européen?» au format poster.

De même, dans le cadre de l'Année européenne des citoyens 2013, le Pôle européen des fondations de l'économie sociale (PEFONDES) lance la deuxième édition de son Prix Européen «Pour l'emploi des jeunes dans l'Économie Sociale». L'objectif est d'encourager, à échelle euro-méditerranéenne, des solutions innovantes pour répondre au problème du chômage des jeunes. Ainsi, ce Prix de 5.000 € vise à récompenser une jeune entreprise d'économie sociale créée par des jeunes et ayant donné de l'emploi à des jeunes dans l'Union européenne ou au Maroc.

Le jury, composé d'experts internationaux, se réunira en décembre 2013 pour désigner une entreprise lauréate à laquelle sera attribué un prix d'un montant de 5.000 €.

Enquêtes sur la citoyenneté européenne

Le secteur « Analyse » de la Commission européenne suit depuis 1978 l'évolution de l'opinion publique dans les États membres, contribuant ainsi à l'élaboration des textes, prise de décision et l'évaluation de son travail. Enquêtes et études sur des sujets importants concernant la citoyenneté européenne:

l'élargissement, la situation sociale, la santé, la culture, la technologie de l'information, l'environnement, l'euro, la défense, etc.

Il nous a semblé intéressant de publier les résultats du sondage effectué à l'automne 2012 sur la façon dont les Belges perçoivent l'Europe et la citoyenneté européenne. Ce sondage a été commandé et coordonné par la Commission européenne.

L'opinion publique dans l'Union européenne : Les Belges et l'Europe

Quels citoyens européens les Belges sont-ils vraiment ?

Le sentiment de citoyenneté européenne des Belges :

À l'exception du Royaume-Uni, de la Bulgarie et de la Grèce où moins de 50% des répondants se sentent citoyen(ne)s de l'UE, la grande majorité des Européens (63%) déclarent se sentir citoyen(ne)s. Comme leurs concitoyens européens, les Belges attestent d'un sentiment de citoyenneté européenne. Sondés à l'automne 2012, plus de deux tiers des Belges (68%) déclarent se sentir citoyen(ne)s de l'Union. A contrario, ils sont une minorité à affirmer connaître leurs droits en tant que citoyens de l'UE.

La structuration sociale joue un rôle important dans le sentiment d'appartenance citoyenne européenne. Ainsi les Belges sont d'autant plus enclins à se considérer comme citoyens européens qu'ils sont diplômés et qu'ils occupent une position élevée dans la stratification sociale, objective et subjective.

En effet, si 73% des répondants belges ayant poursuivi leurs études après 19 ans et 78% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale se déclarent se sentir citoyens européens, ces pourcentages chutent à 55% parmi ceux qui ont arrêté leurs études avant 16 ans et 52% parmi les répondants qui se classent en bas de l'échelle sociale. Les répondants déclarant ne

jamais utiliser internet ont également une propension plus élevée à ne pas se sentir citoyens (47%). Si l'âge en soit ne semble pas affecter le sentiment de citoyenneté européenne, 72% des étudiants se perçoivent comme des citoyens européens.

Les Belges : des citoyens européens mobiles et ouverts internationalement : Au cours des 12 derniers mois, 66% des répondants belges (UE27 : 41%) déclarent avoir visité un autre pays de l'UE plaçant ainsi la Belgique en tête des pays européens. Un Belge sur trois (33%, UE27 : 20%) déclare également avoir utilisé internet pour acheter un produit ou un service dans un autre État membre de l'UE et plus de la moitié des répondants a eu des relations sociales avec des personnes d'un autre État membre de l'UE au cours de l'année écoulée (54%, UE27 : 48%).

Les attentes et les bénéfices de la citoyenneté européenne : Les Belges attendent beaucoup de l'Union européenne, principalement dans les domaines économiques en vue de combattre la crise. Mais les attentes des répondants belges concernent également très largement la gouvernance et la coopération ainsi que la citoyenneté (libertés, valeurs, droits). Alors que la paix et la libre circulation sont en recul, le soutien à l'Euro augmente malgré la crise. Les répondants belges déclarent davantage avoir bénéficié de l'UE, en particulier l'ouverture des frontières.

Globalement, les répondants belges se distinguent de leurs concitoyens européens en développant davantage d'attentes à l'égard de l'Union européenne. Si 11% des Européens déclarent n'avoir aucune attente par rapport à l'UE, seuls 8% des répondants belges disent ne rien attendre d'elle. Plus spécifiquement, les Belges plébiscitent massivement les domaines économiques dans l'énumération de leurs attentes. Ainsi, 54% des répondants belges (UE27 : 49%) attendent de l'Union européenne qu'elle agisse dans un ou plusieurs des domaines suivants : maintien de la qualité de vie, création d'emploi et lutte contre le chômage, sécurité stabilité et régulation financière, diminution des dépenses des États, mesures visant à améliorer la croissance

budgétaire, soutien aux entreprises en difficultés et à l'Euro et lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Quel est le résultat le plus positif de l'Union européenne ?

En vue d'évaluer des réalisations européennes, on a demandé aux Belges de préciser quel était selon eux le résultat le plus positif de l'UE parmi les suivants : la paix entre les États membres, la libre circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE, l'Euro, les programmes d'échange d'étudiants comme ERASMUS, la politique agricole commune, le pouvoir économique, l'influence politique et diplomatique de l'UE dans le reste du monde et le niveau de protection sociale.

Les répondants belges se distinguent tout d'abord pour un large soutien à la monnaie unique comme réalisation positive de l'Union européenne. En effet, malgré la crise économique et financière qui secoue l'Union européenne, 22% des répondants belges classent l'Euro comme la réalisation européenne la plus positive caracolant tout en haut du classement des pays européens (UE27 : 8%). A contrario, les Belges se caractérisent par un très faible engouement pour la liberté de circulation des personnes, des biens et des services au sein de l'UE qui n'obtient que 18% des suffrages plaçant la Belgique en toute dernière position des pays soutenant cette réalisation (UE27 : 27%).

Quels bénéfices les Belges ont-ils retiré de leur citoyenneté européenne ?

Quelle que soit la réalisation européenne considérée, les répondants belges déclarent plus largement en avoir bénéficié que la moyenne européenne. Ainsi, 59% des répondants belges (UE27 : 41%) affirment avoir bénéficié de moins de contrôles aux frontières lors des voyages à l'étranger, soulignant ici encore l'avantage tiré par les Belges de la mobilité européenne facilitée. Un Belge sur trois déclare avoir profité d'une amélioration des droits des consommateurs lors de l'achat de produits ou services dans un autre État de l'UE (36%, UE27 : 20%) et d'un renforcement des droits des passagers (31%, UE27 : 17%). De même, 42% des Belges interrogés ont bénéficié

de coûts de communication moins élevé lors de l'utilisation d'un téléphone mobile à l'étranger. Ce sont aussi 26% des Belges contre 12% Européens qui déclarent avoir eu recours à une aide médicale dans un autre État membre. Si travailler, vivre et étudier dans un autre pays de l'UE restent des pratiques relativement peu courantes pour la plupart des Européens, là encore les répondants belges déclarent davantage en avoir bénéficié. Comparativement aux autres pays de l'UE, les réalisations concrètes de l'UE ont largement bénéficié aux citoyens européens belges.

Conclusion

Les principaux enseignements qui émergent à l'issue de l'enquête Eurobaromètre Standard réalisée en Belgique à l'automne 2012 sont les suivants :

La majorité des Belges se sentent citoyen(ne)s européen(ne)s mais ils ne connaissent pas leurs droits. Comme leurs concitoyens européens, les Belges ont largement développé un sentiment de citoyenneté européenne. Plus de deux tiers des Belges (68%) déclarent en effet se sentir citoyen(ne)s de l'Union (UE27 : 63%).

Les Belges : les grands bénéficiaires de la mobilité intra-européenne. Concernant l'utilisation concrète de leurs droits de citoyen de l'UE, les répondants belges se caractérisent par un fort indice d'ouverture internationale (24%, UE27 : 13%).

L'Euro reste un résultat positif de l'UE. Dans une situation marquée par la crise économique et financière, les répondants belges sont plus nombreux (de 8 à 22%) que la moyenne européenne à considérer l'Euro comme un résultat positif de l'Union européenne. Depuis

le printemps 2012, on constate que le soutien à l'Euro gagne 11 points alors que la liberté de circulation des biens et des services recule de 7 points. Plus marquant encore, alors que l'UE se voit au moment de l'enquête récompensée par le prix Nobel de la paix, l'argument de la paix entre les États membres de l'UE enregistre un très important recul en Belgique (-12 points). Enfin, il faut noter que 14% des répondants belges déclarent spontanément qu'il n'y a aucun résultat positif à l'UE, cette catégorie augmentant très nettement en Belgique (+9 points, UE27 : +1).

Les Belges attendent beaucoup de l'Union européenne

Par rapport à l'UE, les répondants belges se caractérisent par de fortes attentes en particulier en termes économiques en vue de combattre la crise (54% ; UE27 : 49%). Mais la gouvernance et la coopération sont également considérées comme prioritaires par 37% des Belges devançant très nettement la moyenne européenne (28%).

Pour tout savoir sur cette année citoyenne et les activités prévues:

<http://europa.eu/citizens-2013/fr/home/>

Pour connaître tous les sujets à débattre : <http://europa.eu/citizens-2013/fr/join-debate>

Enfin, rappelons l'excellent manuel constitué par l'AEDE en 2002 pour outiller les écoles, les enseignants et les élèves à la démarche citoyenne active et participative.

Il peut être téléchargé sur le site de l'AEDE
<http://www.aede-el.be/bulletin.html>



Nouvelles de l'AEDE & de ses partenaires

Bilan du projet européen "STRESSLESS"



Stressless est une initiative de deux ans à la recherche de solutions efficaces contre le stress lié au travail, notamment au sein de l'espace pédagogique. Un guide pratique aide les enseignants à être souples,

tout en faisant face aux risques psychosociaux et contribue ainsi à réduire les conséquences à long terme du stress.

Le projet vient de se terminer et les partenaires ont présenté leurs résultats. Plusieurs réunions ont eu lieu à Porto (PT), Nottingham (Royaume-Uni), Maribor (SLO), un séminaire international s'est tenu à Riga (LV) et fin octobre 2012, une réunion finale à Bruges (BE). Les partenaires viennent du Portugal, la République tchèque, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Grèce, Lettonie et Slovaquie.

Le Séminaire International de Riga fut un grand succès. Environ 25 participants ont écouté attentivement les spécialistes venant du Royaume-Uni et de Lettonie et ils ont participé à des ateliers pratiques pour montrer comment le stress peut être réduit, dans notre monde lui-même stressant, surtout parmi les éducateurs. L'un des principaux produits du projet est le Guide d'utilisation.

Quelques facteurs essentiels pointés dans l'enquête : le stress lié au travail peut être causé par des exigences de l'emploi peu claires (quand les buts ne sont pas précisément formulés), par une autonomie réduite, par une non-utilisation ou sous-utilisation de vos connaissances et compétences (vous pourriez faire mieux les choses), par manque de soutien social (votre directeur d'école, vos collègues ne vous écoutent pas).

Comment avez-vous remarqué le stress ? Vous vous sentez fatigué; vous n'avez pas le sentiment d'entreprendre quelque chose. Vous êtes inquiet; vous ne pouvez pas prendre des décisions. Vous sentez la tension, vous ne pouvez pas vous arrêter pour une pause : il y a toujours du travail à faire, mais on ne bouge pas. Certaines causes viennent de l'extérieur (règles, charge de travail, manque de soutien,...); d'autres sont associées à votre perception de votre travail et de votre vie. Dans les deux cas, il est possible de trouver des solutions.

La récupération est possible en choisissant un mode de vie plus sain ; en regardant ce qui redonne de l'énergie (musique, sports, arts,...) et qui peut

nous procurer de la détente. Nous devrions essayer d'apprécier les choses simples de la vie et éviter de nous soucier des détails sans importance. Comment garder le plaisir du travail ? En regagnant de l'énergie dans les loisirs, la détente, etc.

Si vous ne prenez pas une pause de temps à autre, vos batteries se retrouvent épuisées.

Le Guide donne un aperçu de toutes ces situations problématiques et du stress qu'elles engendrent, de façon à trouver des solutions, par exemple par une formation de 4 jours. Le guide accorde de l'attention aux symptômes du stress. Individuellement, nous pratiquons la psychologie positive, en modifiant les pensées négatives, nous apprenons aussi à nous affirmer d'avantage. Il peut être important également de réorganiser vie et travail. Un réaménagement de la place du travail peut être nécessaire.

Le guide offre beaucoup de formations en techniques de relaxation, comme par exemple : apprendre à renoncer, prendre le temps de faire ce qui doit être fait mais aussi le temps de s'arrêter et de se reposer. Faisons quelque chose de gentil tous les jours. Découvrons l'humour. Pratiquons la relaxation et développons notre volonté et notre pouvoir d'agir. Sortons et bougeons, soyons actifs. Vivons de manière saine et recherchons des contacts sociaux.

Enfin, un bon sommeil est important : au moins 7 à 8 heures ; mangez peu avant de dormir ; après 22h, pas de TV, pas d'ordinateur et soyons sobres avec l'alcool, le chocolat, les sources de caféine, le thé. Apprenons à profiter de la vie ! Mes meilleurs voeux pour une vie stressless et heureuse !

Références complètes : *Amélioration de la résilience contre le stress au travail spécialement dans le monde éducatif*. 510375-LLP-1-2010-1-PT-GRUNDTVIG-GMP

Plus d'informations sur www.spi.pt/stressless en 8 langues (CS, EL, EN, FR, NL, LV, PT, SL) et un simple lien sur le site Web de l'AEDE : www.aede.eu (à voir la vidéo à la page d'ouverture concernant le projet Stressless)



✉ Hugo RAMON, vice
Secrétaire général de
l'AEDE

Ce projet a été financé avec le soutien de la Commission européenne. Cette publication (communication) engage seulement l'auteur et la Commission ne peut être tenue responsable de toute utilisation qui pourrait être faite des informations qui y figurent.

“SCHOOL SAFETY NET”

Appel aux écoles intéressées par la thématique de l'accrochage scolaire

Ce projet est mené notamment par Inforef, notre partenaire depuis de longues années. Cette ASBL s'est spécialisée dans la formation et le développement de pratiques éducatives innovantes qui utilisent les moyens techniques modernes.

Références : N° 531028-LLP-1-2012-1-IT-KA4-KA4MP Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie Dissémination et exploitation des résultats, échange de bonnes pratiques (Activité clé 4) <http://schoolsafetynet.pixel-online.org>

Contexte

Par la stratégie Europe 2020, l'Union européenne projette de *mieux soutenir les jeunes et de leur permettre de développer pleinement leurs talents pour leur bien et celui de la société et de l'économie.*

L'un des principaux obstacles à la pleine réalisation de cet objectif ambitieux est le taux continuellement élevé de jeunes qui quittent l'école avant d'avoir terminé leur parcours scolaire obligatoire et avant d'avoir obtenu un diplôme qui leur permette d'être compétitifs sur le marché du travail. C'est pourquoi, l'un des grands objectifs fixés par le Conseil européen est de réduire la proportion de jeunes qui abandonnent l'école à moins de 10% et de garantir qu'au moins 40% de la nouvelle génération ait un diplôme tertiaire ou équivalent.

Malheureusement, malgré les diverses initiatives entreprises, de nos jours près de six millions de jeunes abandonnent l'école chaque année – plus ou moins 14% de tous les élèves. Le pourcentage du phénomène est en diminution mais pas suffisamment pour atteindre les résultats prévus.

Dès lors, malgré de profondes différences entre les systèmes scolaires européens, **il y a un défi commun à tous : prévenir le décrochage scolaire.** De nombreuses initiatives tant au niveau national qu'europpéen ont été et sont prises afin de mieux identifier les principales causes du décrochage scolaire et mettre en œuvre des réponses stratégiques pour lutter contre le phénomène.

En fonction de leur expérience, et en référence au contexte susmentionné, les partenaires du projet ont identifié **quatre facteurs principaux favorisant l'accrochage scolaire** :

- 1 – Identification précoce des élèves à risques
- 2 – Intégration des élèves immigrés
- 3 – Soutien aux élèves qui éprouvent des difficultés d'apprentissage
- 4 – Prévention du harcèlement scolaire

Objectif

Le projet « School Safety Net » vise à impliquer tous les acteurs (élèves, enseignants, familles, directeurs, décideurs...) dans un effort commun pour trouver des solutions, aucun des acteurs ne pouvant y parvenir seul.

Le projet compte partir d'un grand nombre d'expériences, produits et initiatives qui ont traité ou traitent du décrochage scolaire afin de développer un portail internet où les principaux acteurs concernés par le phénomène trouveront des informations personnalisées et des exemples de succès sur lesquels s'appuyer pour lutter contre les principales causes du décrochage scolaire.

Activités prévues

1. « Success Stories » : des exemples de réussites

Les « Success stories » seront développées en partant de contacts directs avec les protagonistes mêmes des expériences relatées. Elles présenteront les points de vue des principaux acteurs (enseignants, élèves, parents, directeurs...).

Exemples:

- Un enseignant qui parvient à prévenir le décrochage de l'un(e) de ses élèves, un directeur qui développe des procédures internes pour prévenir le décrochage scolaire, etc.
- Ce que les étudiants immigrés ont fait pour favoriser leur intégration et quel type de support ils ont reçu de leurs camarades « natifs », les initiatives culturelles organisées par l'école pour promouvoir la compréhension et la communication entre différentes communautés ethniques, etc.
- Mesures spécifiques et services de soutien apportés par les enseignants, attitude adoptée par les élèves ayant des difficultés d'apprentissage, rôle des parents pour soutenir le processus d'apprentissage de leur enfant, etc.

- Des enseignants qui aident des victimes de violence à surmonter leurs problèmes, des élèves victimes de violence qui parviennent à faire face à leurs problèmes, des directeurs d'établissements qui adoptent des mesures pour réduire l'impact de la violence et du harcèlement dans leur école, etc.

2. Matériel de formation, Documents de référence et Pistes de travail

- Analyses de **matériels éducatifs ou de formation** existants, en rapport avec les quatre facteurs principaux favorisant l'accrochage scolaire et destinés aux divers groupes cibles (élèves, enseignants, parents, directeurs). Toutes ces ressources seront présentées selon un canevas commun.
- Analyses de **documents de référence** (légalisations, documents stratégiques, enquêtes, publications...) en rapport avec les facteurs d'accrochage scolaire.
- Proposition de **pistes de travail** pour chacun des groupes cibles : enseignants, élèves, parents, directeurs, décideurs. La Belgique et le Portugal travailleront ensemble à la réalisation de pistes de travail pour l'intégration des élèves immigrés.

Tout ce matériel sera sur le portail du projet.

3. Partage d'expériences

Chaque groupe national fournira une **description d'expériences** vécues dans les écoles :

- principaux éléments de l'expérience (qui, où, quand, ce qui s'est passé), problèmes et défis rencontrés, ce qu'on a fait pour résoudre la situation...

Dans une deuxième phase, les participants de chaque pays **commenteront les expériences** de leurs voisins européens afin de promouvoir une réflexion et une analyse de pair à pair sur toutes les expériences collectées. Un espace interactif sera créé sur le portail pour permettre ces échanges.

4. Scénarios de cas

Les partenaires du projet créeront **des scénarios de cas** qui vont simuler des situations possibles de décrochage.

Les scénarios de cas seront développés à partir d'expériences réelles décrites par les enseignants, pour représenter des situations que l'on peut rencontrer au quotidien.

Les écoles impliquées collaboreront par petits groupes transnationaux (par exemple une école d'Italie, une d'Allemagne et une d'Espagne) pour proposer **une stratégie** afin de résoudre un des scénarios de cas. La stratégie devra impliquer les différents acteurs en expliquant le rôle, les comportements et les activités pratiques que chacun devrait effectuer pour parvenir à une solution efficace et prévenir l'abandon scolaire.



Partenaires :

CIPAT - Connectis - Pixel (IT)
 Inforef (BE)
 TEI Messolongi (EL)
 University of Seville (ES)
 Escola Superior de Educacao (PT)
 Inspector scolar de specialitate - ISJ Botosani (RO)
 Kirikkale University (TR)

Contact :

INFOREF
 Rue du Vertbois, 27
 B 4000 LIEGE
 tél + 32 4 221 04 65
 info@inforef.be
www.inforef.be

Excursions & Voyages

Compte-rendu de la visite à Bruxelles du 13 janvier

Rétrospective Constant Permeke
(Anvers 1886 – Jabbeke 1952)

Une pellicule de neige recouvre Bruxelles ; nous sommes une quinzaine d'habitues de l'AEDE à nous retrouver autour de Marie-Thérèse, à l'entrée du Bozar. Un guide va nous introduire dans l'œuvre de Permeke. Son érudition ainsi que sa narration sobre et claire nous feront apprécier l'œuvre de l'artiste.



Permeke est le chef de file de l'expressionnisme flamand. Ses toiles sont de belles dimensions. Il peint à traits rudes les paysages de la côte et de la plaine flamandes avec les pêcheurs et les paysans qui les peuplent. Dès lors, les tons dominants sont sombres : noir et brun avec des touches de gris bleu. Les traits des visages sont à peine esquissés, les mains et les pieds sont souvent démesurés, déformés. Faut-il voir là une communication de l'auteur ? Exposer au public la pénibilité du travail quotidien de ces femmes, de ces hommes toujours en lutte contre les éléments de la nature pour pouvoir survivre. En effet, au début du 20^{ème} siècle, la vie des travailleurs flamands s'avérait pleine de souffrances tant les tâches étaient pénibles. Je retiendrai entre autres le portrait de la femme du pêcheur qui, assise sur un quai, attend le poisson qu'elle ira vendre. Quelle lassitude ! Quelle espérance ?

Vers 1935, Permeke se lance dans la sculpture.

Ses bronzes sont souvent dédiés au corps de la femme. Grâce, sveltesse et élégance ne sont pas son propos. C'est le corps tel qu'il est. L'art ne révèle ni la beauté ni l'esthétique. Nous devons être en mesure de comprendre ce qui est moins agréable ; le double message de l'artiste : un cri d'angoisse et un hommage aux gens du peuple flamand.

Le Coudenberg, ancien palais de Bruxelles. Après le dîner pris dans la cafétéria du palais du Belvédère, nous nous enfonçons dans le dédale des souterrains de ce qui fut le palais du Coudenberg.

Depuis le Moyen Âge, une résidence princière domine la ville de Bruxelles sur la colline du Coudenberg. Cet ensemble architectural qui se développe à partir du 12^{ème} siècle, deviendra l'un des plus beaux palais d'Europe. Au 15^{ème} siècle, les ducs de Bourgogne l'occupent quand ils visitent nos provinces. Au 16^{ème} siècle, il deviendra une des résidences principales de Charles Quint. Souvenez-vous de vos cours d'histoire : Philippe II, les archiducs Albert et Isabelle (fille de Philippe II). Nos provinces s'appellent les Pays-Bas espagnols. Le traité d'Utrecht en 1713 remet ce qui deviendra notre pays aux Habsbourgs d'Autriche. Le palais sera toujours habité par ces princes qui nous gouvernent. C'est en 1731 que ce prestigieux bâtiment sera pratiquement anéanti lors d'un incendie. Quarante ans plus tard, les ruines du palais seront rasées et nivelées pour faire place au quartier de la Place Royale. Ce sont donc les vestiges de cet édifice qui composent le site archéologique du Coudenberg.

Au cours de notre visite, nous découvrons ce qui fut la rue Isabelle et les bâtiments principaux de l'ancien palais de Bruxelles qui servent de fondations au quartier royal actuel ainsi qu'à l'hôtel Hoogstraeten où sont exposées les plus belles découvertes effectuées lors des différentes campagnes de fouilles. Savez-vous que sous la statue de Godefroid de

Bouillon érigée au centre de la Place Royale, vous déambulez dans les couloirs et rues de l'ancien palais ?

Bravo aux architectes, entrepreneurs et ouvriers qui ont pu mener à bien cette tâche périlleuse : triage, consolidation et reconstitution des éléments découverts !

Merci à Marie-Thérèse pour avoir pris cette initiative de jumeler la découverte de l'univers de Permeke et la visite de ce qui reste du palais du Coudenberg !

✍ Geneviève Hubert

Proposition Europalia-Inde



La 24e édition du festival international bisannuel **Europalia** accueillera **l'Inde** et aura pour thème central **la rencontre**.

Avec l'Inde, la ligne suivie lors des précédentes éditions du festival est maintenue: mettre à l'honneur la culture des puissances émergentes. Après la Russie (2005), la Chine (2009) et le Brésil (2011), la boucle est pratiquement bouclée avec l'Inde (2013). "Ce pays constitue la plus grande démocratie au monde et, d'un point de vue culturel, une vraie superpuissance", a déclaré Philippe Vlerick, commissaire général du festival pour expliquer ce choix.

"A travers les siècles, le pays a toujours été un point de rencontre entre différentes religions et cultures", a ajouté M. Vlerick. "Europalia va insister sur cet espace de rencontres en favorisant la plus grande diversité possible pour représenter cet immense pays." Afin de rencontrer cet objectif, le festival a choisi sept pôles de réflexion pour tenter de décrypter une Inde multi facettes. Le premier, et plus important pôle, est le corps, omniprésent dans l'art indien. "Prenez comme

exemple les miniatures Mogholes, la tradition de la culture physique, le massage, les danses", ont expliqué les organisateurs.

L'exposition majeure d'Europalia India, qui se tiendra au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, sera entièrement dédiée au corps. Parmi les autres pôles du festival, on peut également citer "Indomania", "India Tomorrow", "Living Traditions", "L'eau", "Bollywood & Beyond" et "Diaspora". (source : Belga)

Nous proposerons une visite guidée de deux expositions «phare» le 23 novembre 2013 au Bozar et nous prendrons le dîner au Cap d'argent (en face du palais des Beaux Arts). Bloquez dès à présent cette date dans votre agenda ! Prix actuellement en demande – Groupe de 15 personnes, avec guide.

Vous serez informés par e-mail dès que possible si vous nous donnez vos coordonnées.

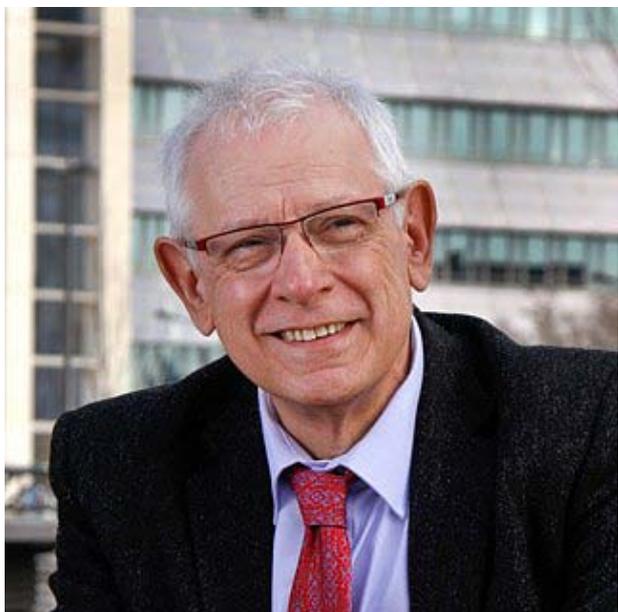
Renseignements par mail mtr@skynet.be ou par téléphone au 010/45 55 57

Au plaisir de vous revoir

✍ Marie-Thérèse Rostenne

On a lu, vu & découvert pour vous

Philippe Meirieu, le courage d'éduquer



En décembre dernier, les *Grandes Conférences Liégeoises* accueillait, devant 1750 personnes réparties en "triplex", le pédagogue français Philippe Meirieu. De cet homme de réflexion et de terrain, le public attendait qu'il explique, éclaire et mobilise. Ce qui fut amplement fait.

L'angle choisi était à la fois consensuel car il n'y a pas un adulte qui ne trouve, au moins de temps en temps, qu'il faut être très courageux, voire téméraire pour exercer le métier d'éducateur, mais aussi provocateur car Meirieu affirma que l'objectif était réalisable, même s'il impliquait de l'audace !

Il commença par cadrer le propos, notamment en refusant de faire porter la charge par la seule école, la société étant elle aussi acteur de l'éducation : ainsi, selon qu'une commune choisit de mettre des caméras ou des gardiens dans un square, elle ne dit pas à ses jeunes citoyens la même chose en matière de valeurs et de comportements.

Suivit un historique bref mais passionnant qui visa à montrer qu'au cours des trois derniers siècles, *l'éducation avait oscillé entre puissance et impuissance*. Autant les philosophes des Lumières avaient posé en principe l'idée de la responsabilité de chacun, s'opposant ainsi au

fatalisme ou à la volonté divine, autant au 20es, Bourdieu et ses amis sociologues ramenèrent à l'avant-plan le déterminisme social qui postulait un changement de société sans lequel l'école ne pouvait rien.

La pédagogie s'efforça de faire "sauter les verrous" par des initiatives individuelles (Montessori, Itard) ou institutionnelles avec des systèmes qui se voulaient ouverts, participatifs, égalitaires.

Mais la réalité résiste puisque l'échec persiste malgré les pistes explorées : que ce soit des pédagogies de la compensation (remédiation, soutien), qui trouvent très vite leurs limites, pédagogies alternatives (classes spécialisées), qui ghettoïsent les "cas" ou pédagogies individualisées (différenciation), qui multiplient les tests et perdent de vue le groupe et le sujet.

Que faire alors ? Ph. Meirieu nous invita d'abord à revenir au cœur de la pédagogie en cherchant à **préciser ce qu'est éduquer et faire apprendre**.

L'étroit chemin de progrès se situe entre deux paradigmes, celui de *l'éducabilité de tous* et celui de *la liberté de chacun*, qui postulent deux résolutions, celle de *ne jamais renoncer à éduquer* tout en *renonçant à "faire à la place de"*, ce que Rousseau définissait en *"tout faire en ne faisant rien"*.

Tout faire, c'est-à-dire créer les conditions, l'espace où le jeune peut se lancer et susciter ce désir d'apprendre, mais **sans rien faire** car la contrainte n'agit pas sur l'acte d'apprendre. Ce que le conférencier a dû lui-même admettre lorsque sa fille traversa une période d'anorexie. Il réalisa que, s'il pouvait essayer d'entretenir chez elle la confiance et l'envie de vivre, il ne pouvait pas manger à sa place, ni la forcer à le faire.

Car deux postures se rencontrent, celle de l'adulte qui éduque et enseigne et celle de l'enfant qui apprend et grandit, postures qui

n'évoluent pas automatiquement dans la même temporalité. Il s'agit alors pour l'adulte *d'assumer la contrainte éducative tout en faisant émerger la liberté.*

Meirieu donna l'exemple de deux grands pédagogues, Korczak et Montessori, qui saisirent l'importance d'aimer et de respecter l'enfant sans l'idéaliser. Tous deux mirent en place, de manière très concrète, des activités structurantes qui, en canalisant l'impulsivité, en apprenant à surseoir à ses envies, autorisaient la pensée à se développer.

Le deuxième axe de l'exposé incitait l'éducateur au courage de l'éducation **dans la modernité**: pas de regret stérile, pas de nostalgie mais le décodage des caractéristiques d'aujourd'hui pour les dépasser.

Notre époque, explique-t-il, a vu disparaître les récits unificateurs, l'autorité conçue sur le mode théocratique de la verticalité, la cohérence des forces éducatives (famille/école/État) autour de principes partagés. En parallèle, on a assisté à une montée de l'individualisme social, des stratégies personnelles et une perte de l'intérêt collectif. A tout cela s'ajoutent d'une part *l'infobésité* disparate et envahissante et le *capitalisme pulsionnel* qui vise le consommateur, dès l'enfance.

Nous vivons dès lors le **triomphe de l'immédiateté**. On n'a plus le temps de désirer, seulement de satisfaire ses envies et les parents se sentent obligés de répondre à ces demandes pour bien aimer et se faire aimer de leurs enfants.

Or si le désir satisfait se renourrit, la pulsion satisfaite éteint l'énergie et la vie.

L'éducateur doit donc avoir le courage de s'attaquer aux éléments toxiques qui polluent la vie de nos jeunes, pour en démonter et en

dénoncer les mécanismes : ne pas réfléchir, ne pas attendre, ne pas se concentrer, ...

Fonder l'éducation dans la modernité, c'est permettre l'émergence du sujet. Trois verbes lui permettent de préciser son propos

Différer, apprendre à surseoir au passage à l'acte.

Symboliser, cultiver l'expression de ce qui n'est pas présent, donner forme à ce qui nous habite, relier l'intime à l'universel, construire des modes de compréhension du monde, entrer dans la jouissance de la pensée, plutôt que dans celle de la possession.

Institutionnaliser, enfin, en construisant une cohérence et une structure autour de principes simples, portés par un front éducatif des adultes, et en instaurant des interdits qui autorisent : c'est le feu rouge qui permet au feu vert d'exister.

Une conclusion en forme d'exhortation : la crise que nous vivons aujourd'hui peut être positive si on arrive à former à l'éducation sur l'exigence de former à la démocratie, si l'on différencie les finalités pérennes et les modalités dépassées, si l'on invente à la hauteur des enjeux, donc si l'on a le courage d'éduquer !

Le tonnerre d'applaudissements montra combien chacun se sentait porté par la conviction et la ... pédagogie lumineuse de l'orateur. Philippe Meirieu a surtout mis des mots et une structure sur ce que nous sentons tous : il nous faut garder le cap de principes fondateurs et structurants, mais trouver de nouveaux chemins pour atteindre notre but de former des adultes, libres, solidaires et responsables.

✍ Thérèse Jamin

Rudolf Rezsö, L'émergence des valeurs communes aux Européens à travers l'histoire éditions l'Harmattan, 2012, 222p

Historien de formation, sociologue, fin lettré et observateur du changement social, Rudolf Rezsö, est professeur émérite de l'UCL où

il a enseigné l'histoire de la civilisation occidentale durant 35 ans.

Poussé par la crainte de voir les valeurs

prônées par le consumérisme actuel étouffer celles de justice et de solidarité indispensables à la vie en commun, il nous mène à la découverte d'une facette particulière de notre héritage culturel et nous présente une fresque magistrale de l'émergence de nos valeurs communes.



Cliché Lalibre.be

"Fresque partielle, difficile et périlleuse", avoue-t-il, qu'il "inscrit dans le tourbillon des idées et polémiques actuelles au sujet de l'Europe". Tous ne partageront donc pas toujours son avis. Mais, le lecteur quel qu'il soit, citoyen lambda ou député européen, convaincu ou eurosceptique, y trouvera certainement de quoi éclairer sa lanterne, argumenter sa réflexion et surtout nuancer et apaiser le débat, si d'aventure il doit ou désire s'y engager.

La structure du livre est simple. Une bonne vingtaine de pages d'introduction précèdent l'entrée dans le sujet proprement dit. L'auteur, en excellent pédagogue, y rappelle d'abord quelques définitions (culture, civilisation, identité...), histoire d'éviter toute ambiguïté du discours. Animé de la même intention, il y précise ensuite ce qu'il entend par « valeurs », ce qui les constitue, pourquoi elles ont été élaborées, dans quelles circonstances, comment elles se distinguent et se présentent en système. Il conclut enfin cette entrée en matière par la description de sa démarche d'historien et de brèves considérations méthodologiques. Les fondements sont donc solides. Rassuré, le lecteur avide d'informations, peut aller de l'avant, certain de la qualité de la moisson qu'il engrangera.

Dans son nouvel ouvrage l'auteur recense 47

valeurs dont on suit l'émergence et l'évolution à travers les différentes époques de notre histoire comme on suit les pas et l'évolution psychologique des personnages d'un roman. On mesure par exemple tout le chemin parcouru par la "démocratie", depuis son apparition dans le terreau athénien jusqu'à nos jours. "Je ne te reconnais pas! Tu as tellement changé", s'exclamerait certainement Socrate en la croisant aujourd'hui dans nos assemblées. Et, comparativement à certaines de ses aînées, on s'étonne de la rapidité avec laquelle, le "devoir d'intervention", la petite dernière, a littéralement brûlé les étapes pour s'affirmer et s'imposer, y compris manu militari, sur le terrain.

Quels ont été les critères de sélection de ces 47 valeurs? L'auteur les résume en 2 mots: "*Filet de pêche et saturation*". Curieux d'en savoir plus? Je lui laisse le soin de vous l'expliquer. Il excelle dans cet exercice.

Relevé exhaustif? Certainement pas. Minimum commun à tout le monde? Non plus. Aujourd'hui encore, certains nient toujours l'existence de valeurs européennes communes. Réalité que l'auteur explique par la regrettable absence, en dépit des années écoulées, d'une véritable conscience européenne.

L'Europe existe, certes. La preuve? Depuis sa naissance, elle n'a cessé de se développer malgré les temps morts et même les bourrasques. Mais, les signes sont évidents, il lui reste du chemin à parcourir avant de pouvoir prétendre constituer pour chacun de nous une vraie patrie. Européens, nous le sommes. Mais nous n'en avons pas encore suffisamment conscience.

Dans sa conclusion enfin, l'auteur attire notre attention à la fois sur la beauté de notre projet, source d'exemple et d'inspiration un peu partout autour de nous et sur le danger qu'il y aurait à relâcher notre effort. "*Les valeurs auxquelles nous sommes attachés doivent être observées, nourries, transmises par l'éducation pour être ancrées dans les consciences*" nous dit-il. Et il ajoute qu'"il n'y a pas d'autres garanties pour le succès de notre entreprise". En clair: garder la foi dans notre projet. Nous remobiliser autant de fois qu'il le faudra, le remettre inlassablement sur le métier pour le mener à bien.

Un réchauffé de notes de cours, un bon manuel scolaire de plus, diront peut-être certains. Oui, le livre en a toutes les qualités : rigueur scientifique, bien charpenté, notions et concepts clairs, mots simples, précis, rigoureux et à la fois à la portée de tous. Et, petit plus non

négligeable, il a l'avantage de se lire comme un roman. C'est du moins ce qui m'est arrivé. Je suis, il est vrai, passionné par le sujet.

✍ Georges Benoit

Diego MARANI, L'inventeur génial d'une langue internationale

Nous n'avons pu résister au plaisir de présenter à nos lectrices et lecteurs un homme passionné pour les langues et en même temps une personnalité passionnante.

Diego Marani est un journaliste italien, écrivain, traducteur au Conseil de l'Union européenne.

En 1996, il inventa l'europano, une langue internationale ironique. Son roman le plus célèbre : « *Nuova grammatica finlandese* » (« Nouvelle grammaire finnoise »)², a été traduit dans plusieurs langues et a reçu en Italie le prix littéraire Grinzane-Cavour.

Il est l'auteur d'autres romans : *L'ultimo dei Vostiachi*, *L'interprete*, *Il Compagno di scuola*. En tant qu'essayiste, Diego Marani a écrit « *A Trieste con Svevo et Come ho imparato le lingue* ». Il écrit régulièrement dans les pages culturelles du quotidien italien *Il Sole 24 Ore*.

Il est né à Ferrare, Émilie-Romagne, le 2 juillet 1959, a fait des études d'interprète à l'université de Trieste, où il apprend le finnois : « Lorsque je me suis inscrit à l'université, j'avais envie de me consacrer à des langues très différentes de la mienne, et pas des plus simples ! Le finnois m'a non seulement ouvert de nouveaux horizons, mais il est à la base de mon livre le plus réussi. » Quant à la langue slovène qu'il étudie également, il dit : « À Trieste, j'adorais me fondre dans la population locale. J'avais appris le dialecte triestin et le slovène que j'ai entretemps amélioré et qui me ramène toujours à mes belles années universitaires. »

Il travaille dès 1985 comme traducteur au Conseil de l'Union européenne, fait la découverte de Bruxelles et de la Belgique. Il se met au néerlandais : « Une fois arrivé à Bruxelles, j'ai tout de suite éprouvé la nécessité éthique d'apprendre le néerlandais. La moitié du pays parlant cette langue, je ne voulais pas réduire mes horizons ».



L'europano est le nom donné par Diego Marani, alors qu'il était traducteur à l'Union européenne, à une manière de s'exprimer en mélangeant les principales langues d'Europe. Ce nom s'inspire sur un mode satirique de l'espéranto.

Le créateur illustre ce concept dans les années 1990 dans des articles de la presse belge et suisse, ainsi qu'un livre humoristique "*Las adventures des inspector Cabillot*"³.

Un échantillon d'europano plutôt drôle...

L'échantillon ci-dessous, traitant de la mort de la princesse Diana, est désopilant, malgré le

² L'ouvrage est en réimpression

³ Malheureusement, l'ouvrage n'est plus dans le circuit commercial

tragique de l'événement, et illustre clairement la visée humoristique, voire satirique, de l'auteur. On y reconnaît facilement des emprunts à l'anglais, l'allemand, le néerlandais, l'espagnol, le français, voire le latin. On remarque en particulier l'imbrication d'éléments de langues diverses au sein d'un même mot (unclaras, outra, gegone, eveningo, somechose...):

« In der story des morte des Diana er esse tropo viel unclaras chosas und confusio. Porqué Diana Mercedes was zo rapido roulante?

Waar esse de outra auto mit die bodyguardias gegone? Und supra todo, waar esse el jewello dat Dodi offered aan Diana op aquello eveningo?

Mucha estrange coincidenza, cinco dags later, tambien Zuster Theresa uit Calcutta trespasse al Creator. Somechose kloppe nicht. »

D'autres écrivains avaient avant lui combiné de cette manière lexiques et structures. Stendhal par exemple dans son journal intime : « 11 août 1811, I come there with presque no love ; ritornando diesen Abend io mi trovo riamante. Io sono stato very merry and altamente digne, j'ai refusé of dining mardi at mother's... » ; ou encore Willy « Je n'ai pas genug understood... soupira Calliope, irrésolue, gardant le sourire. And you, Aminta mia ? » (*Maugis en ménage*, p. 171)

Raymond Queneau dans un passage des *Fleurs bleues* : « Esquiouze euss, dit le campeur mâle, mà wie sind lost ». Le personnage de Cidrolin s'interroge à ce sujet : « Parle-t-il l'européen vernaculaire ou le néo-babélien ? »

Nous y voilà ! Faut-il revenir à la Tour de Babel ? À la langue unique ? Comme certains le prônent ! Il est vrai que c'est pratique d'avoir une seule langue utilitaire ! Vous voyez laquelle ! Quand Spinoza, qui était né et qui vivait en Hollande, publie ses œuvres philosophiques, il le fait en latin, comme l'ont fait Descartes, Newton et la plupart des savants et philosophes de son époque. Ne croyez pas que votre serviteur veuille revenir, dans les relations internationales, au latin, qu'il a enseigné pendant plus de vingt-cinq ans ! Même si Diego Marani avoue que la

connaissance du latin et du grec lui a été précieuse durant ses études et le soutient encore aujourd'hui dans ses raisonnements linguistiques. Après le latin, pendant quelque deux cents ans, le français fut la langue internationale de référence. Je me rappelle qu'un de mes professeurs, au début de mes humanités, m'avait dit : « avec le français tu iras partout ». Le pauvre ! S'il avait su ! Nous avons, dans un numéro précédent, présenté l'ouvrage de Claude Hagège, « *Contre la pensée unique* », qui dénonçait durement l'impérialisme de l'anglais, ou plutôt de l'américain, et qui proposait l'apprentissage de plusieurs langues. Nous vous renvoyons à cet ouvrage et à cet article.

Le parcours intellectuel de Diego Marani nous démontre, (mais est-il besoin de le démontrer ?) la nécessité de connaître plusieurs langues. Bien sûr, comme il le dit, il n'est pas possible de parler toutes les langues des autres. Mais il insiste sur le plaisir de parler d'autres langues ! « Tout en ne croyant pas à une langue imposée ou artificielle, comme l'espéranto, je pense que l'on devrait s'arrêter de vouloir s'aventurer dans les langues sans se faire contaminer, d'explorer cette jungle en prétendant en revenir intact. Je me suis toujours laissé transporter par les langues, c'est la seule façon de se les approprier. »

La langue qu'il a inventée, l'europanto, est une autre démonstration, satirique et comique celle-là, de l'inhumanité d'une langue unique.

Je me permets de terminer cet article par un mouvement de mauvaise humeur ! Certains journalistes de la presse, TV, radio, journaux, se rendent-ils compte de leur bêtise et de leur snobisme quand ils truffent leurs articles, reportages et autres commentaires d'anglicismes inutiles et pédants, quand ils – elles – articulent, la bouche en cœur, « stèndingn ovéécheunn », ou encore « on line, sold out, burn out, live, border line, dead line, call center, packaging » et autres de ce genre, alors que des mots existent dans notre belle langue pour exprimer ces concepts !

✍ Benoit Guillaume

L'ASBL "**Droits des Jeunes**" est née en 1988, et sa naissance ne passa pas inaperçue comme le signalait un journal de l'époque "le Droit est entré à l'École". Cela sonnait un peu comme " fini l'arbitraire ! La Justice régnera aussi dans les classes".

Et il est vrai que son existence contribua à mettre en route tout un processus de contrôle des décisions de conseil de classe, des règlements, des renvois, qui, s'il n'est pas toujours apprécié des enseignants ou des directeurs, a pourtant forcé l'ensemble des partenaires à travailler avec plus de transparence et de cohérence.

L'ASBL publie un journal "le JdJ" véritable bible pour toute personne qui s'occupe de près ou de loin de questions touchant les mineurs, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs, à l'école ou en famille, menacés ou menaçants.

Le numéro de décembre 2012 pourrait constituer un matériau très utile pour réfléchir à la place et aux droits du jeune à travers l'Europe.

J'épinglerai deux articles parmi les 7 qui constituent le dossier

Le premier "L'U.E. et les droits de l'enfant" relève les étapes qui ont permis de mettre la question de ces droits au coeur de la politique européenne: la Commission en 2006 avec sa communication "vers une stratégie européenne des droits de l'enfant", le traité de Lisbonne en 2009 dont l'article 3 oblige l'UE à promouvoir la protection des droits de l'enfant et en 2011, à nouveau la Commission qui rend son "programme de l'Union Européenne en matière

de droits de l'enfant". Il s'inscrit dans la stratégie d'Europe 2020 qui prévoit pour l'enfant un meilleur enseignement et un meilleur accès aux services nécessaires pour se développer et grandir. Quatre domaines sont visés : la justice adaptée aux enfants, les enfants vulnérables (en risque de pauvreté, exclusion, toxicomanie, manque d'éducation, de santé physique et mentale), les enfants dans l'action extérieure de l'UE, c'est-à-dire ceux qui vivent dans les pays avec lesquels l'UE est en relations et où ils subissent une violation de leurs droits et enfin la participation et la sensibilisation des enfants à leurs droits. 11 actions sont prévues pour rencontrer ces objectifs.

Le cadre est intéressant mais comme le souligne le JdJ, la mise en pratique dépend, comme toujours, de chaque Etat. L'UE doit donc réfléchir à la manière dont elle va soutenir ce passage à l'acte.

Un autre article dans ce même dossier étudie le rôle des ombudsmans dans les pays européens quand ils travaillent pour les enfants.

La plupart des écoles ont accès aux JdJ, puisque régulièrement des articles ou des décisions de justice concernent le milieu scolaire. Travailler sur ce dossier "spécial Europe" est donc possible et utile pour tout enseignant, s'il le souhaite.

✍ Thérèse Jamin

Références : Le JdJ, n° 320, décembre 2012.
Dossier "droits de l'enfant en Europe" pp.3-36.

Sources des illustrations

Stéphane Hessel : lesoir.be

Philippe Meirieu : gclg.be

Diego Marani: <http://phoenixrisesagain.wordpress.com/tag/diego-marani/>

Constant Permeke: <http://www.kmska.be/fr/collectie/albums/Vissersvrouw.html>

Rudolf Rezsöházy: lalibre.be

Ce numéro a été réalisé avec l'aimable collaboration de :

- Rédaction : Th.Jamin, M-Th.Rostenne, B.Guillaume, G. Benoit, G. Hubert, H. Ramon
- Dessins : S. Duhayon-Serdu
- Secrétariat : M. Rebeschini
- Gestion administrative : Y.Tinel